

# RAPPORT ANNUEL 2017 FCAATA

Fonds de Cessation Anticipée d'Activité  
des Travailleurs de l'Amiante

---

---

Le rapport annuel se présente comme suit :

**I. LE RAPPORT DE GESTION ..... 2**

Il analyse l'activité du régime, les évolutions constatées entre les derniers exercices et complète ou détaille les informations afférentes à certaines activités.

**II. LES COMPTES ANNUELS ..... 16**

**Le bilan, le compte de résultat et l'annexe comptable**

Le bilan décrit séparément, à la clôture de l'exercice, les éléments actifs et passifs du fonds et fait apparaître de façon distincte les capitaux propres.

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître par différence l'excédent ou le déficit de l'exercice.

L'annexe comptable complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, d'une part, en mettant en évidence tout fait pouvant avoir une influence significative sur le jugement des destinataires et, d'autre part, en indiquant toutes les explications nécessaires à une meilleure compréhension du bilan et du compte de résultat.

**L'audit des comptes**

En qualité de commissaires aux comptes de la CDC, les cabinets Mazars et PricewaterhouseCoopers audits, effectuent la vérification de la concordance des états financiers avec les données issues de la comptabilité des comptes du FCAATA portant sur les comptes annuels ci-dessus mentionnés. A l'issue de leur intervention, ils émettent une attestation jointe au présent document.

**III. ANNEXE ..... 43**

**IV. LEXIQUE ..... 45**



---

---

<b>Présentation générale</b> .....	3
<b>Gestion administrative</b> .....	3
<b>Financement du fonds</b> .....	4
<b>Répartition des paiements</b> .....	5
<b>Répartition des allocations brutes</b> .....	7
<b>Bilan du dispositif</b> .....	9
<b>Frais de gestion</b> .....	14
<b>Evolutions et perspectives</b> .....	15

## **PRESENTATION GENERALE**

Le dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante a été instauré par l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 (le champ de cet article a été étendu depuis par d'autres lois), suivi du décret d'application n° 99-247 du 29 mars 1999 (modifié à plusieurs reprises). Sa mise en place constitue une première réponse à la reconnaissance des dommages causés par l'amiante sur la santé.

Le **Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante (FCAATA)** est destiné à financer l'allocation de cessation anticipée d'activité, assimilé à un régime de préretraite en faveur des travailleurs de l'amiante âgés de plus de 50 ans. Il prend en charge les allocations ainsi que les cotisations d'assurance vieillesse volontaire et de retraite complémentaire dans l'attente de l'attribution de la retraite de base de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS) ou de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

L'allocation de cessation anticipée d'activité s'adresse à trois catégories de travailleurs de l'amiante :

- les salariés ou anciens salariés des Etablissements de fabrication de matériaux contenant de l'amiante et les établissements de flocage et de calorifugeage à l'amiante (article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 et article 36 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999)

- les salariés ou anciens salariés des Etablissements de construction ou réparation navales, les Ouvriers dockers professionnels et les Personnels portuaires assurant la manutention (article 36 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 et article 44 de la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001)

- les salariés ou anciens salariés reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante (asbestose, mésothéliome, cancer broncho-pulmonaire, tumeur pleurale bénigne et plaques pleurales).

## **GESTION ADMINISTRATIVE**

La gestion du FCAATA est assurée par la Caisse des dépôts (article 6 du décret n°99-247 du 29 mars 1999).

Les ressources attribuées au fonds, conformément au III de l'article 41 de la loi du 23 décembre 1998 précitée, sont versées à la Caisse des dépôts et consignations. La CDC a pour mission le versement des cotisations de retraite complémentaire aux différents organismes, le remboursement à la CNAVTS des sommes versées par celle-ci aux bénéficiaires de plus de 60 ans de l'ACAATA (article 98 de la loi 2010 -1594 du 20 décembre 2010 de financement pour la sécurité sociale pour 2011), la centralisation des comptes provenant de la CNAMTS, de la CCMSA et de l'ACOSS ainsi que la tenue du secrétariat du Conseil de surveillance.

Ce Conseil de surveillance veille au respect des décisions prévues par la loi pour l'ACAATA. Il examine les comptes et le rapport annuel d'activité du fonds au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle de l'exercice concerné et transmet avant le 15 juillet au Parlement et au Gouvernement, un rapport annuel retraçant l'activité du Fonds et formulant toutes observations relatives à son fonctionnement.

Il est composé de représentants de l'Etat, des organisations siégeant à la commission des AT/MP, du conseil central d'administration de la MSA ainsi que de personnes qualifiées.

### **FINANCEMENT DU FONDS**

L'article 34-I-2°-b de la loi n°2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 a supprimé la quote-part des droits de consommation sur les tabacs versée jusqu'à fin 2016 au FCAATA (0,31 %).

L'article 41 de la loi du 23 décembre 1998 précitée prévoit désormais que les ressources du FCAATA sont constituées « *d'une contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale dont le montant est fixé chaque année par la loi de financement de la sécurité sociale et d'une contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime des salariés agricoles dont le montant est fixé chaque année par arrêtés des ministres chargés de la sécurité sociale, du budget et de l'agriculture* ».

Le montant de la contribution de la branche des accidents du travail et maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale au financement du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante a été fixé à 626 millions d'euros au titre de l'année 2017 (article 57 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017).

Deux arrêtés du 11 décembre 2015 fixent pour 2013 et 2014 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (à hauteur de 283 782,96 € pour 2013 ; de 222 021,92 € pour 2014). Les arrêtés pour 2015 et 2016 n'ont pas encore été publiés.

**REPARTITION DES PAIEMENTS PAR CARSAT (hors DOM/TOM)****LES PAIEMENTS 2017 (hors régularisations)**

EN K€

CARSAT	Cotisations AVV (1)	Frais de gestion	Dotations	Retraites compl (2)	Total	CARSAT /Total (en %)	Variation 2017/2016 (en %)
Alsace-Moselle	2 654	0	0,0	2 166	<b>4 820</b>	0,95	0,92
Aquitaine	5 348	0	0	5 293	<b>10 641</b>	2,10	2,02
Auvergne	1 409	0	0	988	<b>2 397</b>	0,47	0,43
Bourgogne Franche-Comté	2 660	0	0	2 567	<b>5 227</b>	1,03	1,1
Bretagne	7 962	0	0	5 945	<b>13 907</b>	2,75	2,59
Centre	1 285	0	0	928	<b>2 213</b>	0,44	0,47
Centre Ouest	1 777	0	0	1 441	<b>3 218</b>	0,64	0,77
Ile de France	2 629	1579	78 934	3 108	<b>86 250</b>	17,05	14,93
Midi Pyrénées et Languedoc Roussillon (3)	1 766	0	0	1 650	<b>3 416</b>	0,68	1,12
Nord Est	3 632	0	0	2 513	<b>6 145</b>	1,22	0,92
Nord Picardie	13 109	875	43 814	10 455	<b>68 253</b>	13,50	17
Normandie	10 521	1 738	87 430	8 540	<b>108 229</b>	21,40	16,86
Pays de Loire	6 404	1 018	50 923	5 216	<b>63 561</b>	12,57	16,88
Rhone-Alpes	7 165	105	5 206	6 532	<b>19 008</b>	3,76	8,62
Sud Est	10 012	1 707	85 397	11 329	<b>108 445</b>	21,44	15,37
<b>TOTAL</b>	<b>78 333</b>	<b>7 022</b>	<b>351 704</b>	<b>68 671</b>	<b>505 730</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Rappel total 2016	<b>87 039</b>	<b>7 749</b>	<b>387 317</b>	<b>75 658</b>	<b>557 763</b>		
Evol 2017/2016 (en %)	<b>-10</b>	<b>-9,4</b>	<b>-9,2</b>	<b>-10,2</b>	<b>-10,2</b>		

*Nota*

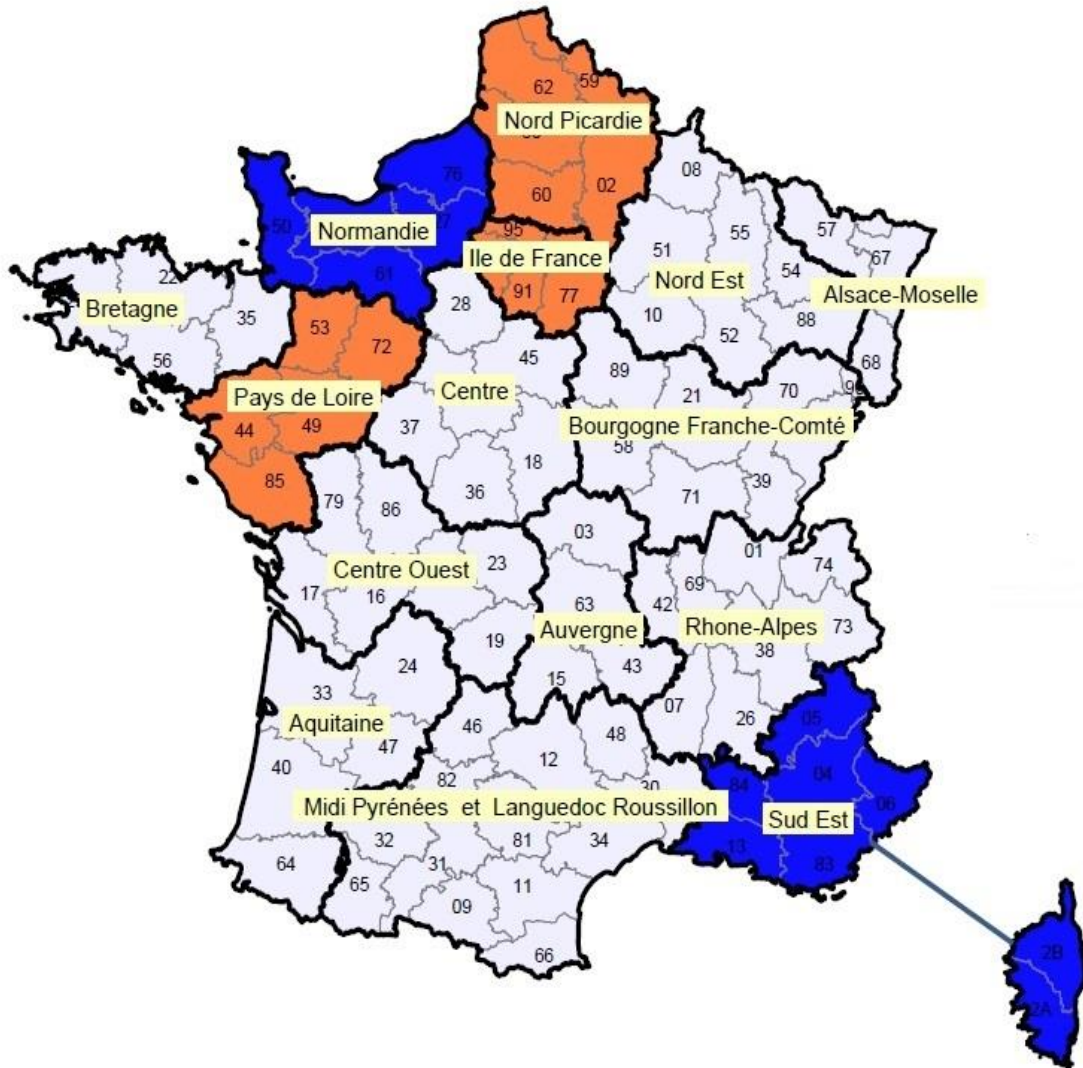
(1) AVV : Assurance vieillesse volontaire

(2) Cotisations de retraite complémentaire (IREC, CAPIMMEC, IRCANTEC et AGFF)

(3) Regroupement de deux CARSAT (Toulouse et Montpellier)

Les paiements ont été effectués à hauteur de 86% par cinq CARSAT : Nord-Picardie (14 %), Pays-de-Loire (13 %), Normandie (21 %) et Sud-Est (21 %).

LES PAIEMENTS PAR CARSAT



	Moins de 10 %
	De 10 à 20 %
	Plus de 20 %

**REPARTITION DES ALLOCATIONS BRUTES (y/c DOM/TOM)****REPARTITION DES ALLOCATIONS BRUTES PAR LISTE VERSEES DE 2015 A 2017**

EN K€

		2015	2016	2016 / 2015 (%)	2017	2017 / 2016 (%)
Etablissement (liste 1)	Montant	240 104	216 496		198 423	
	Part/total des allocations <i>Evolution annuelle</i>	<b>55%</b>	<b>56%</b>		<b>56%</b>	
				-9,80%		-8,34%
Chantier naval/port (liste 2)	Montant	137 711	122 253		110 284	
	Part/total des allocations <i>Evolution annuelle</i>	<b>32%</b>	<b>31%</b>		<b>32%</b>	
				11,20%		-9,79%
Maladie professionnelle	Montant	56 761	49 570		43 161	
	Part/total des allocations <i>Evolution annuelle</i>	<b>13%</b>	<b>13%</b>		<b>12%</b>	
				-12,70%		-12,93%
	Total allocations <i>Evolution annuelle</i>	<b>434 576</b>	<b>388 319</b>		<b>351 868</b>	
				-10,60%		-9,39%

Les montants versés diminuent pour les trois catégories de bénéficiaires : - 10 %, - 11 % et - 13 % pour respectivement les listes 1, 2 et les maladies professionnelles.

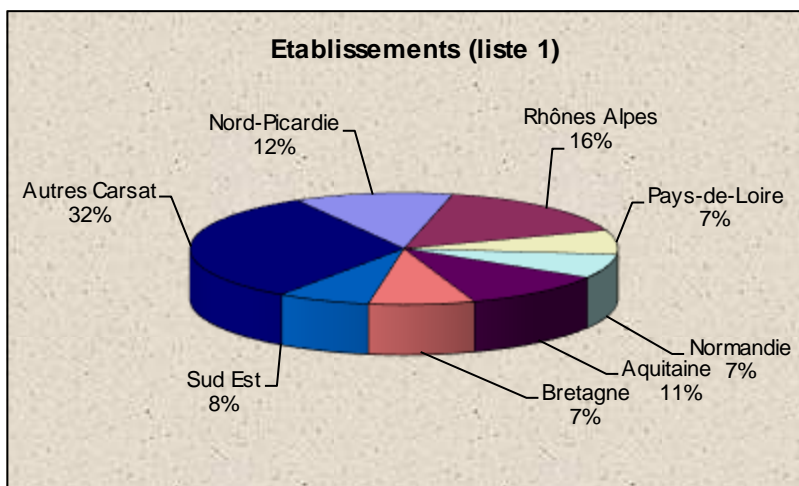
Au regard de l'année précédente, la part des allocations brutes versées en 2016 au titre de la liste 1 est en progression (+ 1 %), en diminution (- 1 %) pour la liste 2 et stable pour les maladies professionnelles.

**LES ALLOCATIONS BRUTES VERSEES PAR CARSAT (EN K€)**

CARSAT	Etablissement		Chant naval/port		Maladie Prof		TOTAL	
	En K €	%	En K €	%	En K €	%	En K €	%
Alsace	9 172	4,6	115	0,1	2 405	5,6	11 692	3,3
Aquitaine	21 721	10,9	2 246	2,0	1 499	3,5	25 466	7,2
Auvergne	4 727	2,4	221	0,2	912	2,1	5 860	1,7
Bourgogne	11 425	5,8	146	0,1	766	1,8	12 337	3,5
Bretagne	13 946	7,0	17 986	16,3	1 913	4,4	33 845	9,6
Centre	4 568	2,3	107	0,1	602	1,4	5 277	1,5
Centre Ouest	4 465	2,3	2 031	1,8	1 175	2,7	7 671	2,2
Ile de France	10 385	5,2	904	0,8	1 716	4,0	13 005	3,7
Midi Pyrénées	5 609	2,8	1 932	1,8	432	1,0	7 973	2,3
Nord Est	13 053	6,6	193	0,2	1 739	4,0	14 985	4,3
Nord Picardie	24 499	12,3	20 564	18,6	12 063	27,9	57 126	16,2
Normandie	14 462	7,3	22 625	20,5	8 922	20,7	46 009	13,1
Pays de Loire	13 916	7,0	9 728	8,8	4 262	9,9	27 906	7,9
Rhône-Alpes	30 925	15,6	295	0,3	1 677	3,9	32 897	9,3
Sud Est	15 550	7,8	31 190	28,3	3 078	7,1	49 818	14,2
<b>TOTAL</b>	<b>198 423</b>	<b>100</b>	<b>110 283</b>	<b>100</b>	<b>43 161</b>	<b>100</b>	<b>351 867</b>	<b>100</b>

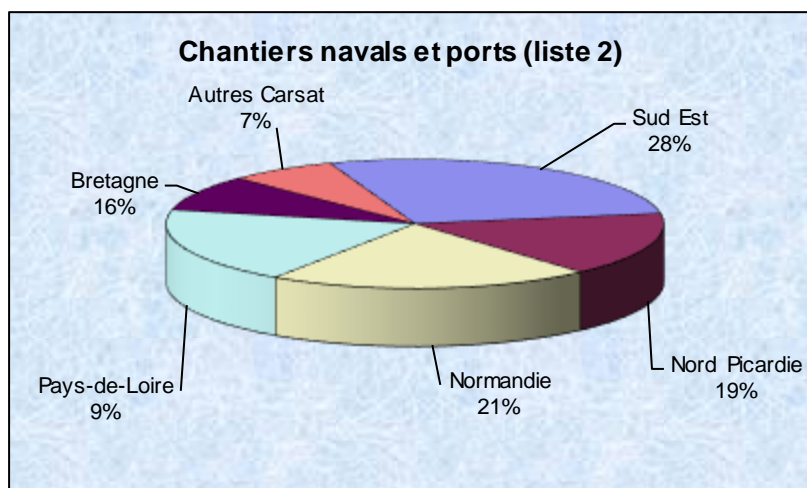


**QUOTE-PART DES ALLOCATIONS BRUTES VERSEES PAR CARSAT**



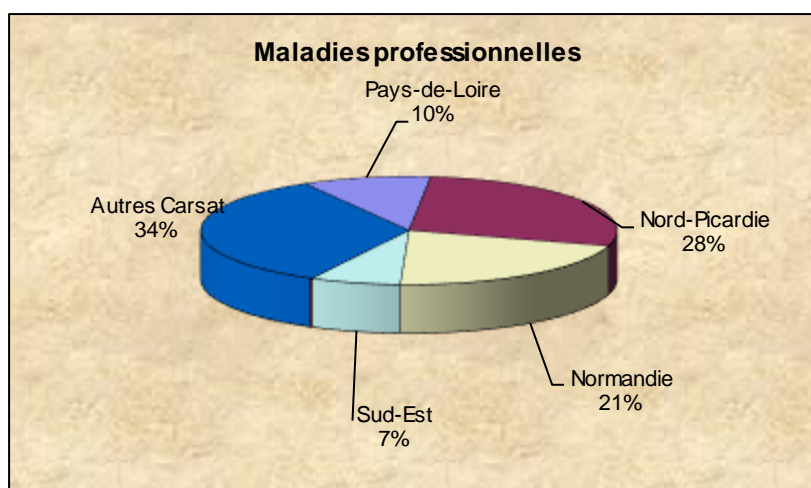
68 % des allocations servies au titre de la liste 1 se répartissent sur 7 CARSAT.

Les CARSAT Nord-Picardie et Rhône-Alpes représentent plus d'1/4 des allocations brutes servies.



Les allocations versées au titre de la liste 2 sont concentrées sur les CARSAT du Sud-Est, Nord-Picardie, Normandie, Pays-de-Loire et Bretagne, leur part représentant 93 % du montant total. Cette situation est due à la présence de chantiers navals et de ports dans ces régions.

La CARSAT du Sud-Est représente la part la plus importante (28 %).



Quatre CARSAT : Pays-de-Loire, Nord-Picardie, Normandie et Sud-Est versent 66% des allocations au titre des maladies professionnelles. Le montant payé par la CARSAT Nord Picardie représente 28% du montant total des allocations brutes.

**BILAN DU DISPOSITIF (y/c DOM/TOM)**

**NOMBRES DE DOSSIERS REÇUS DE 2013 A 2017**

	2013	2014	2015	2016	2017	Situation cumulée au 31/12/2017
Accusés de réception	6 619	6 311	5 953	5 845	5 489	149 774
Propositions d'opter	4 738	4 490	4 095	4 018	3 319	107 862
Acceptations	4 293	4 173	3 497	3 297	3 313	97 174
Acceptations/prop.opter	91%	93%	85%	82%	99%	

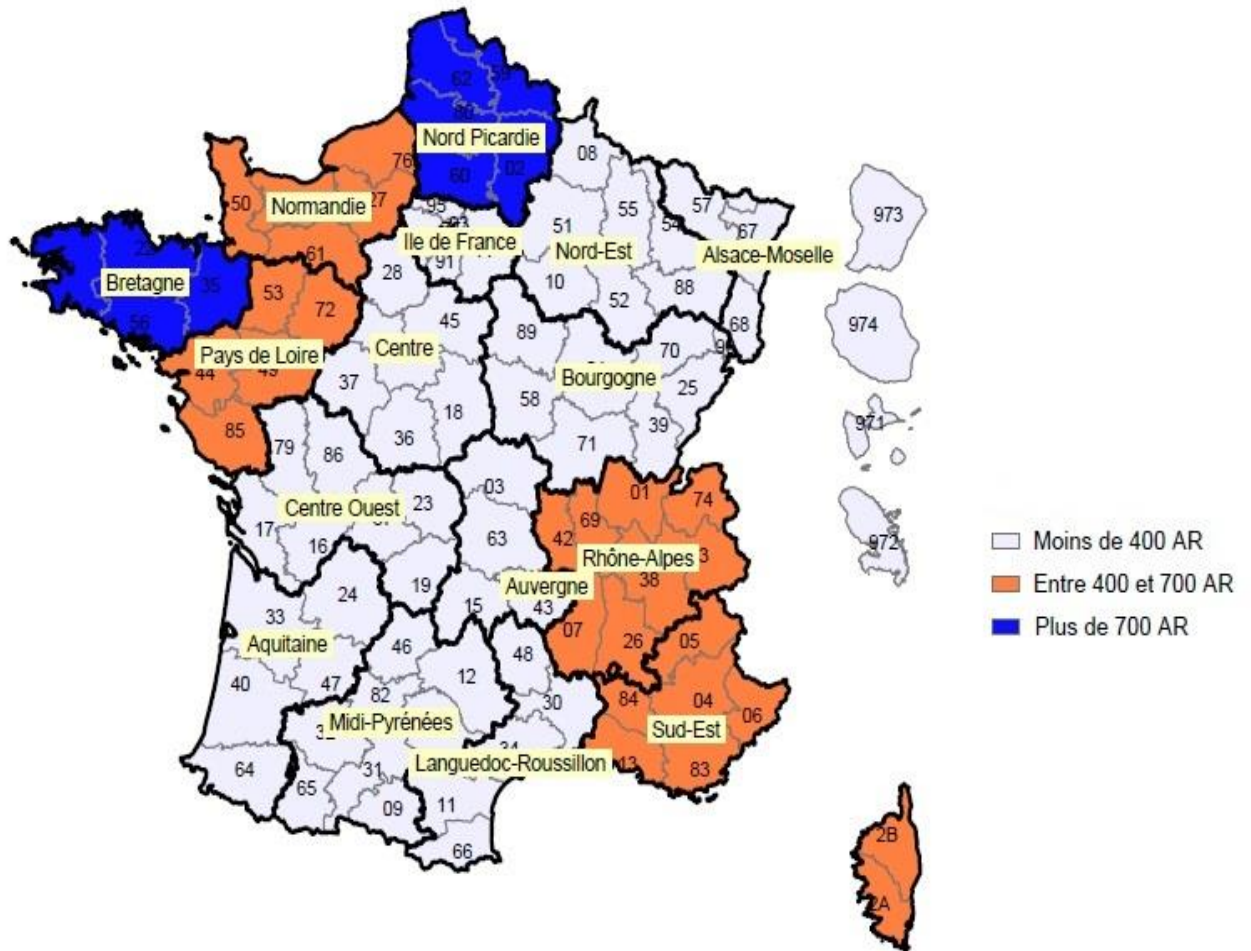
**TRAITEMENT DES DEMANDES D'ALLOCATIONS (ACCUSES DE RECEPTION) PAR CARSAT EN 2017**

	Accusés de réception		Rejets		Propositions		Acceptations		Refus	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Alsace-Moselle	178	3,24	71	3,19	110	3,31	93	2,81	2	1,27
Aquitaine	386	7,03	155	6,96	237	7,14	203	6,13	8	5,06
Auvergne	94	1,71	29	1,30	70	2,11	70	2,11	0	0
Bourgogne	320	5,83	110	4,94	214	6,45	171	5,16	2	1,27
Bretagne	702	12,79	345	15,49	356	10,73	354	10,69	39	24,68
Centre	108	1,97	42	1,89	66	1,99	52	1,57	2	1,27
Centre Ouest	115	2,10	34	1,53	86	2,59	73	2,20	0	0
Ile de France	216	3,94	53	2,38	166	5,00	132	3,98	0	0
Languedoc-Roussillon	77	1,40	37	1,66	40	1,21	29	0,88	8	5,06
Midi-Pyrénées	60	1,09	32	1,44	28	0,84	25	0,75	0	0
Nord Picardie	714	13,01	284	12,75	418	12,59	441	13,31	20	12,66
Normandie	660	12,02	299	13,43	373	11,24	371	11,20	14	8,86
Nord-Est	223	4,06	72	3,23	154	4,64	144	4,35	0	0
Pays de Loire	545	9,93	273	12,26	272	8,20	270	8,15	26	16,46
Rhône-Alpes	496	9,04	151	6,78	376	11,33	545	16,45	16	10,13
Sud-Est	588	10,71	237	10,64	349	10,52	332	10,02	21	13,29
Guadeloupe	2	0	1	0	1	0	1	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Martinique	4	0	1	0	3	0	3	0	0	0
Réunion	1	0	1	0	0	0	2	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 489</b>	<b>100</b>	<b>2 227</b>	<b>100</b>	<b>3 319</b>	<b>100</b>	<b>3 313</b>	<b>100</b>	<b>158</b>	<b>100</b>

Nota : Le nombre d'accusés de réception et le nombre de rejets se rapportent aux demandes reçues au cours de l'année 2017.

Les données relatives aux propositions d'opter, aux acceptations et aux refus concernent également les réponses reçues uniquement en 2017, ces données se rapportant toutefois à des accusés de réception de 2017 et de l'année précédente.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ACCUSES DE RECEPTION EN 2017



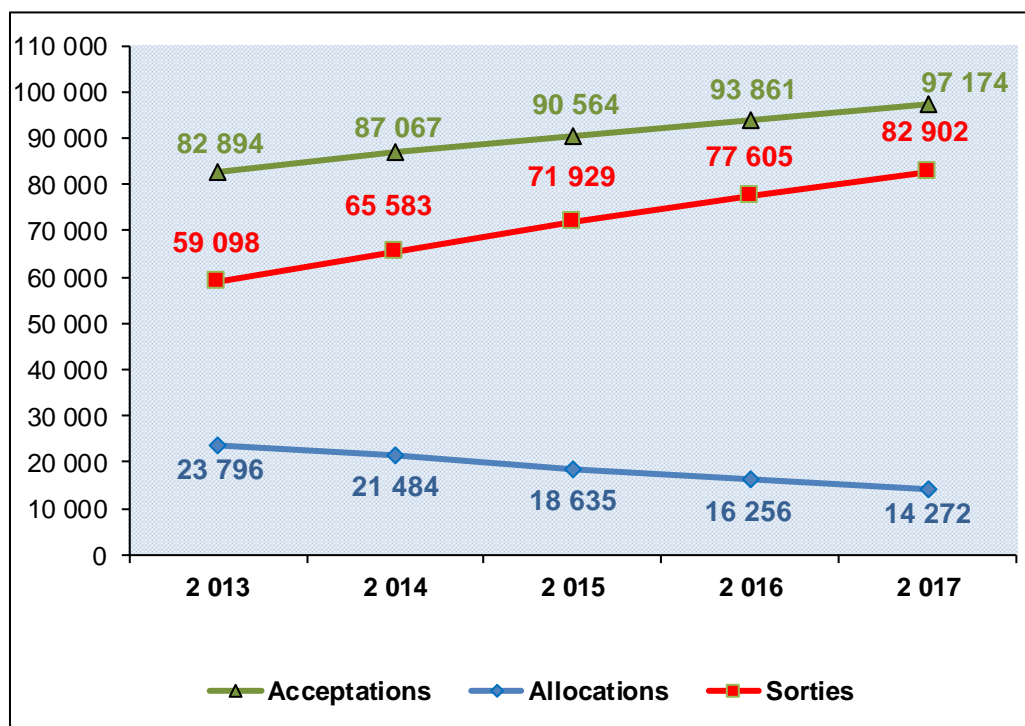
**NOMBRE D'ALLOCATIONS PAR CARSAT A FIN 2017 (en cumulé depuis avril 1999)**

<b>CARSAT</b>	<b>Accusés de réception</b>	<b>Rejets</b>	<b>Propositions d'opter</b>	<b>Acceptations</b>	<b>Refus</b>
<b>BORDEAUX</b> Aquitaine	<b>8776</b>	<b>2709</b>	<b>6067</b>	<b>5254</b>	<b>199</b>
<b>CLERMONT F</b> Auvergne	<b>2422</b>	<b>792</b>	<b>1630</b>	<b>1389</b>	<b>41</b>
<b>DIJON</b> Bourgogne FC	<b>4866</b>	<b>860</b>	<b>3991</b>	<b>3545</b>	<b>254</b>
<b>LILLE</b> Nord Picardie	<b>24026</b>	<b>6519</b>	<b>17543</b>	<b>16087</b>	<b>541</b>
<b>LIMOGES</b> Centre Ouest	<b>2863</b>	<b>503</b>	<b>2353</b>	<b>2079</b>	<b>10</b>
<b>LYON</b> Rhône Alpes	<b>11254</b>	<b>2744</b>	<b>8516</b>	<b>7572</b>	<b>355</b>
<b>MARSEILLE</b> Sud Est	<b>19602</b>	<b>5512</b>	<b>14087</b>	<b>12724</b>	<b>605</b>
<b>MONTPELLIER</b> Languedoc R	<b>1889</b>	<b>704</b>	<b>1186</b>	<b>1051</b>	<b>68</b>
<b>NANCY</b> Nord Est	<b>5765</b>	<b>1472</b>	<b>4274</b>	<b>3815</b>	<b>133</b>
<b>NANTES</b> Pays de la Loire	<b>19127</b>	<b>5747</b>	<b>13371</b>	<b>12073</b>	<b>972</b>
<b>ORLEANS</b> Centre	<b>2698</b>	<b>826</b>	<b>1869</b>	<b>1656</b>	<b>78</b>
<b>PARIS</b> Ile de France	<b>6664</b>	<b>1957</b>	<b>4697</b>	<b>3911</b>	<b>20</b>
<b>RENNES</b> Bretagne	<b>13343</b>	<b>4225</b>	<b>9082</b>	<b>7933</b>	<b>484</b>
<b>ROUEN</b> Normandie	<b>21822</b>	<b>6128</b>	<b>15746</b>	<b>15036</b>	<b>322</b>
<b>STRASBOURG</b> Alsace Moselle	<b>3170</b>	<b>592</b>	<b>2570</b>	<b>2270</b>	<b>176</b>
<b>TOULOUSE</b> Midi Pyrénées	<b>1275</b>	<b>525</b>	<b>748</b>	<b>664</b>	<b>33</b>
<b>GUADELOUPE</b>	<b>43</b>	<b>15</b>	<b>27</b>	<b>23</b>	<b>1</b>
<b>GUYANE</b>	<b>25</b>	<b>9</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>0</b>
<b>MARTINIQUE</b>	<b>73</b>	<b>22</b>	<b>51</b>	<b>42</b>	<b>0</b>
<b>REUNION</b>	<b>71</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>34</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>149774</b>	<b>41894</b>	<b>107862</b>	<b>97174</b>	<b>4293</b>

**LES ALLOCATAIRES DU FCAATA (EN CUMULE)**

	Nombre					Evolution (en %)			
	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2017/2016
<b>Acceptations</b>	82 894	87 067	90 564	93 861	97 174	5	4	4	4
<b>Sorties</b>	59 098	65 583	71 929	77 605	82 902	11	9	8	7
<i>dont départs en retraite</i>	56 267	62 587	68 743	74 289	79 477	11	9	8	7
<i>dont décès</i>	2 688	2 852	3 030	3 159	3 261	6	6	4	3
<i>autres motifs</i>	143	144	156	157	164				
<b>Part sorties / acceptations (en%)</b>	71	75	79	83	85				
<b>Allocations en cours</b>	23 796	21 484	18 635	16 256	14 272	-10	-13	-13	-12

*Allocations en cours = acceptations – sorties*



Sur la période de 2013 à 2017, les acceptations ont été multipliées par près de 1,2, passant de 82 894 à 97 174 alors que les sorties ont été multipliées par 1,5 (de 59 098 à 82 902). Le nombre d'allocataires ne cesse donc de diminuer : 23 796 en 2013, 18 635 en 2015 et 14 272 en 2017.

Entre 2016 et 2017, les entrées (acceptations) s'élèvent à 3 313 pour 5 297 sorties, ce qui génère une baisse du nombre d'allocataires (- 1 984). Cette diminution se situe en-deçà de celle enregistrée en 2016 par rapport à l'année précédente (- 2 379).

**REPARTITION DES ACCEPTATIONS, SORTIES ET ALLOCATIONS EN COURS A FIN 2017**

	Acceptations		Sorties					Allocations en cours	
	Nbre	%	Retraite	Décès	Autres	Total	%	Nb	%
<b>Alsace-Moselle</b>	2 270	2,34	1 703	66	7	1 776	2,14	494	3,46
<b>Aquitaine</b>	5 254	5,41	4 130	135	7	4 272	5,15	982	6,88
<b>Auvergne</b>	1 389	1,43	1080	34	0	1 114	1,34	275	1,93
<b>Bourgogne</b>	3 545	3,65	2 958	96	3	3 057	3,69	488	3,42
<b>Bretagne</b>	7 933	8,16	6 113	291	12	6 416	7,74	1 517	10,63
<b>Centre</b>	1 656	1,70	1 360	46	5	1 411	1,70	245	1,72
<b>Centre Ouest</b>	2 079	2,14	1 706	60	0	1 766	2,13	313	2,19
<b>Ile de France</b>	3 911	4,02	3 310	164	1	3 475	4,19	436	3,05
<b>Languedoc-Roussillon</b>	1051	1,08	812	25	3	840	1,01	211	1,48
<b>Midi-Pyrénées</b>	664	0,68	544	22	0	566	0,68	98	0,69
<b>Nord Picardie</b>	16 087	16,55	13 001	701	16	13 718	16,55	2 369	16,60
<b>Normandie</b>	15 036	15,47	12 477	545	27	13 049	15,74	1 987	13,92
<b>Nord-Est</b>	3 815	3,93	3 033	117	3	3 153	3,80	662	4,64
<b>Pays de Loire</b>	12 073	12,42	10 516	409	14	10 939	13,20	1 134	7,95
<b>Rhône-Alpes</b>	7 572	7,79	6 063	188	6	6 257	7,55	1 315	9,21
<b>Sud-Est</b>	12 724	13,09	10 585	361	60	11 006	13,28	1 718	12,04
<b>DOM TOM</b>	115	0,12	86	1	0	87	0,10	28	0,20
<b>Total</b>	<b>97 174</b>	<b>100</b>	<b>79 477</b>	<b>3261</b>	<b>164</b>	<b>82 902</b>	<b>100</b>	<b>14 272</b>	<b>100</b>

**DONNEES DE LA CAISSE CENTRALE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

Le montant total des allocations servies en 2017 par les caisses régionales (4) est de 140 560 € pour 7 allocataires.

Le faible nombre de bénéficiaires est surtout dû au fait que les activités du secteur agricole sont peu ou pas exposées au risque de l'amiante : cultures, élevages, plantations etc... Les activités exposées sont essentiellement celles relatives à la transformation effectuée dans des bâtiments contenant de l'amiante qui emploient très peu de salariés agricoles.

En outre, le dispositif n'a été étendu aux salariés du secteur agricole qu'à compter de 2003 et il ne décompte que ceux ayant déclaré une maladie professionnelle liée à l'amiante.

## **FRAIS DE GESTION**

### **I - FRAIS DE GESTION DES CARSAT**

Ils sont fixés forfaitairement à 2 % du montant des allocations servies (convention du 9 novembre 1999).

Les sommes allouées aux CARSAT découlent des obligations de la convention d'objectifs et de gestion, soit un montant de 7 021 600 € pour 2017.

### **II - FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS**

Pour assurer la gestion du Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante, la Caisse des dépôts et consignations met à disposition ses moyens en personnel, matériel, locaux et informatique.

En contrepartie de ces prestations, elle perçoit du Fonds une rémunération représentant les frais engagés durant l'année civile écoulée conformément à l'article 6 de la Convention du 7 juillet 1999.

Pour 2017, le montant total des frais de gestion administrative du FCAATA est de 136 500 €, représentant d'une part, la facture remboursable à la CDC pour 140 000 € et d'autre part, - 3 500 € au titre de régularisations sur 2016.

### **III - FRAIS DE GESTION DE LA M S A**

La convention de gestion du FCAATA relative aux allocataires relevant de la Mutualité Sociale Agricole précisant les règles régissant les relations entre l'Etat, la Caisse des dépôts, la CCMSA, les régimes de retraite complémentaire et l'AGFF, a été signée en août 2010.

Elle précise dans son article 9 que les frais de gestion de la CCMSA, tels que visés au 4<sup>o</sup>alinéa de l'article 6 du décret n° 99 – 247 du 29 mars 1999, sont fixés à 2 % du montant des allocations servies, soit 2 811 € au titre de l'année 2017.

### **IV – TOTAL DES FRAIS**

En euros

CARSAT	7 021 600
CDC	136 500
MSA	2 811
<b>TOTAL</b>	<b>7 160 911</b>

**EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES**

	2011	%	2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%	2017 (p)	%	2018 (p)	%
<b>CHARGES</b>	<b>874</b>	<b>-2,9</b>	<b>858</b>	<b>-1,8</b>	<b>819</b>	<b>-4,5</b>	<b>779</b>	<b>-4,9</b>	<b>743</b>	<b>-4,6</b>	<b>649</b>	<b>-12,6</b>	<b>640</b>	<b>-1,5</b>	<b>606</b>	<b>-5,2</b>
Charges gérées par la CNAM AT-MP et la MSA	755	-3,2	749	-0,7	718	-4,2	686	-4,4	658	-4,1	574	-12,9	573	-0,1	546	-4,7
ACAATA brute (yc cotisations maladie, CSG et CRDS)	601	-4,1	573	-4,6	533	-7,1	486	-8,7	434	-10,7	387	-10,7	350	-9,6	318	-9,2
Prise en charge de cotisations d'assurance volontaire vie	135	-3,6	129	-4,8	119	-7,5	109	-8,4	98	-10,7	87	-10,7	78	-9,9	71	-9,2
Charges de gestion des CRAM et MSA	12	-3,8	11	-4,6	11	-7,4	10	-8,6	9	-10,8	8	-10,7	7	-9,6	6	-9,2
Transfert à la CNAV compensation départs dérogatoire à	6		35	++	55	++	81	47,3	118	45,5	91	-22,7	137	++	150	9,4
Charges gérées par la CDC	119	-1,0	109	-8,7	101	-6,9	93	-8,3	85	-8,6	76	-10,5	67	-12,0	61	-9,2
Prise en charge de cotisations de retraite complémentaire	117	-2,8	107	-8,4	101	-5,6	93	-8,3	84	-8,8	76	-10,5	67	-11,9	60	-9,2
IREC (AGIRC + ARRCO)	96	-2,5	88	-8,9	83	-5,1	76	-8,1	70	-8,3	63	-10,4	55	-12,7	50	-9,2
IRCANTEC	0,9	-19,0	0,6	-33,6	0,4	-37,6	0	--	0,1	-7,3	-0,1	--	0,4	--	0,3	-9,2
Retraite complémentaire à 60 ans (ASF + AGFF)	20	-3,1	19	-4,5	17	-6,8	16	-8,1	14	-11,5	13	-9,3	11	-11,1	10	-9,2
Charges de gestion CDC	0,1	1,5	0,1	1,1	0,1	2,3	0,1	1,1	0,1	1,8	0,1	0,7	0,1	-28,6	0,1	0,0
ANV et dotations aux provisions	2	--	2	-27,7	0		0		0		0		0		0	
Charges financières CDC	0		0		0		0		0		0		0		0	
<b>PRODUITS</b>	<b>924</b>	<b>1,7</b>	<b>922</b>	<b>-0,2</b>	<b>928</b>	<b>0,6</b>	<b>860</b>	<b>-7,3</b>	<b>729</b>	<b>-15,3</b>	<b>635</b>	<b>-12,8</b>	<b>626</b>	<b>-1,4</b>	<b>613</b>	<b>-2,1</b>
Contribution de la CNAM AT-MP	890		890	0,0	890		821	-7,8	693	-15,6	600	-13,4	626	4,3	613	-2,1
Contribution du régime AT-MP des salariés agricoles	0,6		0,3	-43,2	0,3	-12,5	0,3	-1,1	0,3	-5,2	0,2	-14,5	0,2	0,0	0,2	
Contribution de l'Etat	-		-		-		-		-		-		-		-	
Droits sur les tabacs (centralisés par la CDC)	34	4,2	33	-4,0	35	7,5	37	5,1	35	-4,1	35	-1,7	0	--	0	
Produits financiers CDC	0,1	++	0,0	--	0	++	0		0,0		0,0		0,0		0,0	
Contribution employeurs	-0,6		-0,8	32,3	2,5	--	2	-25,8	0,0		0,2		0,0		0,0	
<b>Résultat net</b>	<b>51</b>		<b>64</b>		<b>109</b>		<b>81</b>		<b>-14</b>		<b>-14</b>		<b>-13</b>		<b>7</b>	
<b>Résultat cumulé depuis 2000 (1)</b>	<b>-225</b>		<b>-160</b>		<b>-51</b>		<b>30</b>		<b>16</b>		<b>2</b>		<b>-12</b>		<b>-5</b>	

(1) Le résultat 1999, conséquence de l'avance de l'Etat, a été repris par l'Etat.





<b>Bilan</b> .....	17
<b>Compte de résultat combiné</b> .....	19
<b>Bilan détaillé</b> .....	21
<b>Compte de résultat combiné détaillé</b> .....	23
<b>Résultat et réserves</b>	
Evolution du résultat et des capitaux propres .....	25
<b>L'annexe comptable</b>	
Faits caractéristiques, évènements postérieurs à la clôture.....	26
Principes, règles et méthodes comptables.....	26
Notes sur le bilan.....	27
Notes sur le compte de résultat .....	289
Affectation du résultat de l'exercice .....	30
Note 1 : Compte de résultat CNAMTS / Gestion du FTA .....	31
Note 1A : Compte de la CNAMTS dans les écritures du FCAATA .....	32
Note 1B : Flux de trésorerie de la CNAMTS vers le FCAATA .....	32
Note 2A : Compte de la CCMSA dans les écritures du FCAATA .....	33
Note 2B : Créances et dettes de la CCMSA .....	33
Note 3 : ACOSS / Contribution des entreprises .....	34
<b>CDC – Gestion du FCAATA</b>	
Compte de résultat CDC.....	36
Compte de résultat CDC détaillé .....	38
Annexe au compte de résultat CDC.....	39
Droits sur les tabacs reversés au FCAATA.....	41
<b>L'audit des comptes</b> .....	42

# LES COMPTES ANNUELS

## BILAN ACTIF

(en Euros)

Rubriques	2017			2016
	Montant Brut	Dépréciations	Montant Net	Montant Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS</b>				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>				
Créances cotisants et comptes rattachés	1 676 941	1 144 448	532 493	460 407
Créances s/entités publiques et org.de sécurité sociale	114 640 652		114 640 652	86 461 472
Autres créances				
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
<b>DISPONIBILITES</b>				
Banque	135 065		135 065	6 723 349
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>116 452 657</b>	<b>1 144 448</b>	<b>115 308 209</b>	<b>93 645 228</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>116 452 657</b>	<b>1 144 448</b>	<b>115 308 209</b>	<b>93 645 228</b>

(en Euros)

Rubriques	2017	2016
Dotation et apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementaires		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 057 085	16 146 376
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)</b>	<b>-13 842 975</b>	<b>-14 089 292</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-11 785 890</b>	<b>2 057 085</b>
Provisions pour risques	960 056	109 488
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>960 056</b>	<b>109 488</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
<b>COTISANTS CREDITEURS</b>		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 500	1 431
Dettes sur prestataires		
Dettes sur entités publiques et org.de sécurité sociale	126 130 543	91 477 224
Autres dettes		
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>126 134 043</b>	<b>91 478 655</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>115 308 209</b>	<b>93 645 228</b>

# LES COMPTES ANNUELS

## COMPTE DE RESULTAT COMBINE (en liste)

(en Euros)

Rubriques	2017	2016
Cotisations, impôts et produits affectés	132 728	34 782 360
Produits techniques		
Divers produits techniques	626 192 407	600 227 387
Reprises sur dépréciations techniques	92 071	216 300
<b>PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE (I)</b>	<b>626 417 205</b>	<b>635 226 047</b>
Ventes et prestations de services		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et dépréciations, transfert de charges		
Autres produits		
<b>PRODUITS DE GESTION COURANTE (II)</b>		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (I+II)</b>	<b>626 417 205</b>	<b>635 226 047</b>
Prestations sociales	351 844 502	387 483 740
Charges techniques	124 614 226	91 216 095
Diverses charges techniques	162 814 394	170 511 665
Dotations aux provisions et dépréciations pour charges techniques		
<b>CHARGES DE GESTION TECHNIQUE (III)</b>	<b>639 273 122</b>	<b>649 211 500</b>
Achats et charges externes	136 500	140 049
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	850 569	
Autres charges		
<b>CHARGES DE GESTION COURANTE (IV)</b>	<b>987 069</b>	<b>140 049</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (III+IV)</b>	<b>640 260 190</b>	<b>649 351 548</b>
<b>A - RESULTAT DE GESTION TECHNIQUE (I-III)</b>	<b>-12 855 916</b>	<b>-13 985 452</b>
<b>B - RESULTAT DE GESTION COURANTE (II-IV)</b>	<b>-987 069</b>	<b>-140 049</b>
<b>C - RESULTAT D'EXPLOITATION (A+B)</b>	<b>-13 842 985</b>	<b>-14 125 501</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		4 314
<b>PRODUITS FINANCIERS (V)</b>		<b>4 314</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		2
<b>CHARGES FINANCIERES (VI)</b>		<b>2</b>
<b>D - RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>		<b>4 312</b>
<b>E - RESULTAT COURANT (C+D)</b>	<b>-13 842 985</b>	<b>-14 121 189</b>

LES COMPTES ANNUELS

**COMPTE DE RESULTAT COMBINE (en liste)**

*(en Euros)*

Rubriques	2017	2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10	31 897
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>	<b>10</b>	<b>31 897</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>		
<b>F - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>10</b>	<b>31 897</b>
Participation des salariés		
Impôts		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>626 417 215</b>	<b>635 262 258</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>640 260 190</b>	<b>649 351 550</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT OU DEFICIT) (E+F)</b>	<b>-13 842 975</b>	<b>-14 089 292</b>

**BILAN DETAILLE - ACTIF**

(en euros)

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF	2017	2016
<b>CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>532 493</b>	<b>460 407</b>
<b>Cotisants et comptes rattachés</b>	<b>1 676 941</b>	<b>1 696 925</b>
Créances s/contributions des entreprises	1 676 941	1 696 925
<b>Dépréciations des cotisants et comptes rattachés</b>	<b>-1 144 448</b>	<b>-1 236 518</b>
Dépréciations s/reste à recouvrer contribution des entreprises	-1 144 448	-1 236 518
<b>CREANCES S/ENTITES PUBLIQUES ET ORG. DE SECURITE SOCIALE</b>	<b>114 640 652</b>	<b>86 461 472</b>
<b>Organismes et autres régimes de sécurité sociale</b>	<b>114 640 652</b>	<b>86 461 472</b>
CNAMTS	112 640 641	76 099 078
MSA	84 344	63 134
IREC - Cotisations	762 405	1 396 980
AGFF - Cotisations	1 002 774	628 919
IRCANTEC - Cotisations	16 942	77 252
ACOSS - Contribution entreprises	133 545	49 579
ACOSS - Taxes sur les tabacs	0	8 146 531
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>135 065</b>	<b>6 723 349</b>
<b>Banques</b>	<b>135 065</b>	<b>6 723 349</b>
Compte-courant CDC	135 065	6 723 349
<b>TOTAL DES COMPTES D'ACTIF</b>	<b>115 308 209</b>	<b>93 645 228</b>

LES COMPTES ANNUELS  
**BILAN DETAILLE - PASSIF**

(en euros)

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF	2017	2016
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-11 785 890</b>	<b>2 057 085</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>2 057 085</b>	<b>16 146 376</b>
Report à nouveau - Gestion de trésorerie	4 004 876	4 000 564
Report à nouveau - Gestion administrative	-1 947 792	12 145 812
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-13 842 975</b>	<b>-14 089 292</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>960 056</b>	<b>109 488</b>
<b>Provisions pour risques</b>	<b>960 056</b>	<b>109 488</b>
Provisions pour risque - litiges sur cotisations réglées	960 056	109 488
<b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>3 500</b>	<b>1 431</b>
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>3 500</b>	<b>1 431</b>
Frais administratifs à payer	3 500	1 431
<b>DETTES S/ENTITES PUBLIQUES ET ORG. DE SECURITE SOCIALE</b>	<b>126 130 543</b>	<b>91 477 224</b>
<b>Organismes et autres régimes de sécurité sociale</b>	<b>124 614 226</b>	<b>91 216 095</b>
CNAVTS - Reversement dépenses supplémentaires	124 614 226	91 216 095
<b>Charges à payer sur organisme de Sécurité Sociale</b>	<b>1 516 317</b>	<b>261 129</b>
Charges à payer IRCANTEC	3 131	0
Charges à payer AGFF / MSA	9 386	12 098
Charges à payer IREC / MSA	37 554	51 036
Charges à payer CAPIMMEC	1 466 247	197 995
<b>TOTAL DES COMPTES DE PASSIF</b>	<b>115 308 209</b>	<b>93 645 228</b>

**COMPTE DE RESULTAT COMBINE DETAILLE - CHARGES**

(en euros)

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES	2017	2016
<b>PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>351 844 502</b>	<b>387 483 740</b>
<b>Autres prestations</b>	<b>351 844 502</b>	<b>387 483 740</b>
Prestations ACAATA CARSAT	351 703 942	387 316 965
Prestations ACAATA MSA	140 560	166 775
<b>CHARGES TECHNIQUES</b>	<b>124 614 226</b>	<b>91 216 095</b>
<b>Transferts divers entre organismes de Sécurité Sociale</b>	<b>124 614 226</b>	<b>91 216 095</b>
Reversement CNAV	124 614 226	109 978 193
Reversement CNAV- Régularisation sur ex ant	0	-18 762 098
<b>DIVERSES CHARGES TECHNIQUES</b>	<b>162 814 394</b>	<b>170 511 665</b>
<b>Contributions de gestion technique</b>	<b>162 812 746</b>	<b>170 407 231</b>
Assurance vieillesse volontaire	78 332 895	87 039 568
Cotisations MSA - AVV	27 825	31 546
Cotisations IREC	48 784 618	49 610 969
Cotisations MSA - CRC	16 859	20 695
Cotisations AGFF	10 897 226	12 865 857
Cotisations MSA - AGFF	4 351	5 035
Cotisations IRCANTEC	14 172	-68 888
Cotisations CAPIMMEC	17 710 389	13 150 150
Contribution aux frais de gestion CARSAT	7 021 600	7 748 963
Contribution aux frais de gestion MSA	2 811	3 336
<b>Pertes sur créances</b>	<b>1 648</b>	<b>104 434</b>
Abandon de créances s/Contribution entreprise	285	96 946
Majorations de retard	1 363	7 488
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
Frais administratifs CDC	136 500	140 000
Autres frais de gestion	0	49
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>850 569</b>	<b>0</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>850 569</b>	<b>0</b>
Dotation provision litige cotis réglées	850 569	0
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Charges nettes cession val mob</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Charges cession SICAV	0	2
<b>F TOTAL DES CHARGES</b> <small>ORT ANNUEL</small>	<b>640 260 190</b>	<b>2 017 649 351 550</b>



**COMPTE DE RESULTAT COMBINE DETAILLE - PRODUITS***(en euros)*

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS	2017	2016
<b>COTISATIONS, IMPOTS ET PRODUITS AFFECTES</b>	<b>132 728</b>	<b>34 782 360</b>
<b>Taxes et produits affectés</b>	<b>132 728</b>	<b>34 782 360</b>
Contribution des Entreprises	113 783	-21 772
Majorations de retard s/Contribution des Entreprises	1 416	9 997
Taxes sur les tabacs	17 529	34 794 135
<b>DIVERS PRODUITS TECHNIQUES</b>	<b>626 192 407</b>	<b>600 227 387</b>
<b>Contributions de gestion</b>	<b>626 192 407</b>	<b>600 227 387</b>
Contribution du FNAT	626 000 000	600 000 000
Contribution MSA	192 407	227 387
<b>REPRISES S/DEPRECIATIONS TECHNIQUES</b>	<b>92 071</b>	<b>216 300</b>
<b>Reprise s/provisions pour charges</b>	<b>0</b>	<b>114 371</b>
Reprise s/provision pour risque de litige	0	114 371
<b>Reprise s/dépréciations des actifs circulants</b>	<b>92 071</b>	<b>101 929</b>
Reprise dépréciations sur Contribution des entreprises	92 071	101 929
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>4 314</b>
<b>Produits nets s/cessions de valeurs mobilières de placement</b>	<b>0</b>	<b>4 314</b>
Revenus des Fonds communs de placement	0	4 314
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>10</b>	<b>31 897</b>
<b>Produits excep s/opérations</b>	<b>10</b>	<b>31 897</b>
Recouvrement créances irrécouvrables	10	0
Autres produits except	0	31 897
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>626 417 215</b>	<b>635 262 258</b>

**EVOLUTION DU RESULTAT ET DES CAPITAUX PROPRES***(en euros)*

	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<i>Gestion de trésorerie</i>	3 948 842	3 970 194	3 988 157	4 000 564	4 004 876
<i>Gestion administrative</i>	-164 225 668	-54 696 811	26 382 265	12 145 812	-1 947 792
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>-160 276 826</b>	<b>-50 726 618</b>	<b>30 370 422</b>	<b>16 146 376</b>	<b>2 057 085</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>109 197 447</b>	<b>81 097 040</b>	<b>-14 224 046</b>	<b>-14 089 292</b>	<b>-13 842 975</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-51 079 379</b>	<b>30 370 422</b>	<b>16 146 376</b>	<b>2 057 084</b>	<b>-11 785 890</b>

Le report à nouveau « Gestion de trésorerie » représente les résultats financiers cumulés depuis la création du fonds. Ces derniers restent acquis au fonds selon les termes de la convention (article 5).

Le report à nouveau « Gestion administrative » correspond au résultat combiné des opérations liées à l'amiante, cumulé depuis la création du fonds, hors résultats financiers.

---

---

**FAITS CARACTERISTIQUES**

L'article 34-I-2°-b de la loi n°2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 modifie l'article L.131-8,7°g du code la sécurité sociale, en supprimant l'affectation au financement du FCAATA de la quote-part de 0,31% des droits de consommation sur les tabacs.

**EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant.

**PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES,**

**I - Principes comptables**

Le FCAATA se conforme aux dispositions du PCUOSS (Plan Comptable Unique des Organismes de sécurité Sociale).

Les opérations retracées dans les comptes du FCAATA correspondent à la combinaison des opérations réalisées, au titre de l'amiante, par les organismes suivants :

CNAMTS (*Note 1*), CCMSA (*Note 2*), ACOSS (*Note 3*), CDC (*Voir § CDC/Gestion du FCAATA*).

**II - Règles et méthodes attachées à certains postes**

**- Frais administratifs CDC**

La Caisse des dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition du FCAATA des moyens en personnel, informatique et frais de fonctionnement. En contrepartie de ses prestations, la CDC perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du Fonds.

Cette rémunération est payable en deux acomptes semestriels fixés à partir des derniers frais connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des dépôts, est imputé sur l'exercice suivant.

### NOTES SUR LE BILAN

Le bilan retrace la situation patrimoniale du FCAATA dans les comptes de la CDC.

### ACTIF

#### Contribution des entreprises - Dépréciations

La créance de 1 676 941 € correspond au reste à recouvrer sur la contribution des entreprises, elle est dépréciée à hauteur de 68% pour tenir compte du risque de non recouvrement.

#### Créances s/entités publiques et organismes de sécurité sociale

- La créance sur la CNAMTS d'un montant de 112 640 641 € correspond au solde cumulé des opérations de cet organisme dans les écritures du FCAATA depuis l'origine du fond (*Note 1A*).
- La créance sur la MSA (84 344 €) correspond au montant des cotisations de retraite complémentaire qui seront à reverser aux organismes de retraite au titre des années 2015, 2016 et 2017 (*Note 2B*).
- Les acomptes versés au cours de l'exercice par la CDC aux organismes de retraite complémentaire ont été supérieurs aux charges ; de ce fait, des créances ont été constatées sur ces organismes. La régularisation de ces montants sera effectuée lors du paiement du 2<sup>ème</sup> acompte 2018.
- L'ACOSS a encaissé en 2017 des sommes au titre de la contribution des entreprises pour un montant de 133 545 € qui devront être reversées au FCAATA (*Note 3*).

#### Disponibilités

Les disponibilités sur le compte bancaire sont de 135 065 € au 31/12/2017.

## **PASSIF**

### Provisions pour risques et charges

Depuis 2011, une provision pour « risques au titre des litiges sur cotisations réglées (assiette principale et intérêts moratoires) » a été comptabilisée à partir des éléments transmis par l'ACOSS.

Le montant de cette provision au 31 décembre 2017 s'élève à 960 056 €.

### Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le montant des frais administratifs à payer de 3 500 € correspond à la différence entre la facture prévisionnelle 2017 de la CDC et les versements effectués au cours de l'exercice.

### Dettes s/entités publiques et organismes de Sécurité sociale

Le montant de 124 614 226 € correspond au montant dû à la CNAVTS au titre de la retraite anticipée amiante pour l'exercice 2017. Il fera l'objet d'un reversement en 2018.

## **NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

Le compte de résultat retrace les opérations combinées, réalisées au titre de l'amiante, par la CNAMTS, la CCMSA, l'ACOSS et par la CDC.

Le résultat déficitaire de 13,8 M€ s'explique principalement par une sous-évaluation des charges de cotisations de retraite complémentaire, due à des régularisations sur exercices antérieurs (2015 et 2016).

## **CHARGES**

### Prestations sociales

Le montant des dotations aux CARSAT de 351 703 942 € correspond aux allocations brutes versées pour le compte de la branche accidents du travail et maladies professionnelles par les CARSAT, en baisse de 9 % par rapport à 2016, en lien avec la baisse des bénéficiaires.

Le montant des charges de la MSA s'élève à 140 560 € pour l'exercice 2017 et correspond aux allocations versées au titre des prestations à leurs bénéficiaires.

Charges techniques

Le montant de 124 614 226 € correspond à la charge engagée par la CNAVTS au titre de la retraite anticipée amiante pour l'exercice 2017, et qui doit être prise en charge par le FCAATA. Ce dispositif a été mis en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Diverses charges techniques

➤ Contributions de gestion technique :

Les contributions de gestion technique diminuent de 4% (hors régularisation des cotisations 2015 et 2016 IREC-CAPIMMEC, la diminution est de 10%) en lien avec la baisse des allocations versées.

- Le montant des cotisations d'assurance vieillesse volontaire versées directement par la CNAMTS s'élève à 78 332 895 € (-10%), et pour la MSA à 27 825 €.
- Le montant total des cotisations de retraite complémentaire (IREC, AGFF, CAPIMMEC et IRCANTEC) au titre des prestations du régime général CNAMTS, versées directement par la CDC, s'élève à 77 406 404 € en 2017 (75 558 088 € en 2016), dont 9 M€ au titre des régularisations sur exercices antérieurs
- La contribution aux frais de gestion des CARSAT s'élève à 7 021 600 € pour l'exercice 2017.
- Le montant des frais de gestion de la MSA enregistré en 2017 s'élève à 2 811 € (2 % des prestations versées).

➤ Pertes sur créances :

Le montant des pertes sur créances comptabilisés par l'ACOSS au titre de la contribution des entreprises s'élève à 1 648 €.

Achats et charges externes

Le montant de la facture des frais administratifs remboursables à la CDC au titre de l'exercice 2017 s'élève à 140 000 € diminué d'une régularisation sur 2016 de 3 500 €.

Dotations aux provisions pour risques et charges

Une dotation de 850 569 € a été enregistrée, suite aux éléments fournis par l'ACOSS.

**PRODUITS**

Cotisations, impôts et produits affectés

Ce poste est constitué par :

- le montant des produits au titre de la contribution des entreprises, correspondant aux régularisations enregistrées par l'ACOSS, soit 113 783 € pour les contributions et 1 416 € pour les majorations de retard.
- les taxes sur les tabacs qui s'élèvent à 17 529 €, qui correspond à un versement direct de la DRFIP de Corse pour des régularisations de 2011 et 2012. La diminution du poste est due à la suppression de l'affectation au financement du FCAATA de la quote-part de 0,31% des droits de consommation sur les tabacs (*cf. faits caractéristiques*).

Divers produits techniques

Ce compte enregistre :

- la contribution du FNAT (Fonds National d'Accidents du Travail) pour 626 millions d'euros versée directement à la CNAMTS, en application de l'article 57 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (n° 2016-1827 du 23 décembre 2016). Elle constitue 99 % du total des produits du FCAATA. Son montant est en augmentation pour compenser la suppression de la taxe sur les tabacs au profit du FCAATA.
- la contribution de la MSA de 192 407 € pour l'année 2017 (en attente de parution de l'arrêté).

Reprise sur dépréciations techniques

Une reprise sur provisions et dépréciations a été enregistrée à hauteur de 92 071 € en 2017, suite aux éléments fournis par l'ACOSS.

**AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le résultat déficitaire de l'exercice 2017 (-13 842 975 €) sera affecté en report à nouveau comme suit :

- Gestion de trésorerie (résultat financier 2017)	0 €
- Gestion administrative	-13 842 975 €

**COMPTE DE RESULTAT CNAMTS / GESTION FTA**

*Exercice 2017*

*Gestion: Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante*

**CHARGES**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>Evol.</b>
Dotations aux CRAM-ACAATA	351 703 941,54	387 316 964,66	-9,2%
Contribution du FCAATA aux frais de gestion	7 021 600,06	7 748 962,63	-9,4%
Contribution du FCAATA aux cotisations d'Assurance Volontaire Vieillesse	78 332 895,14	87 039 568,17	-10,0%
Contribution aux cotisations de retraite complémentaire	64 300 000,00	43 007 218,09	
Contribution du FCAATA - Départ anticipé retraite (pénibilité)	88 100 000,00	104 992 781,91	
<b>Total retraite :</b>	152 400 000,00	148 000 000,00	3,0%
<b>TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>589 458 436,74</b>	<b>630 105 495,46</b>	<b>-6,5%</b>

**PRODUITS**

Contribution recues du FNAT	626 000 000,00	600 000 000,00	4,3%
Contribution d'équilibre à recevoir		30 105 495,46	
Contribution d'équilibre à compenser	-36 541 563,26		
<b>TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE</b>	<b>589 458 436,74</b>	<b>630 105 495,46</b>	<b>-6,5%</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>



**NOTE 1A – COMPTE DE LA CNAMTS DANS LES ECRITURES DU FCAATA**

*(en euros)*

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Solde au 01/01</b>	<b>76 099 078</b>	<b>106 204 573</b>
Contributions reçues du FNAT	626 000 000	600 000 000
Charges de la CNAMTS	-437 058 437	-482 105 495
Versements à la CDC	-152 400 000	-148 000 000
<b>SOLDE AU 31/12</b>	<b>112 640 641</b>	<b>76 099 078</b>

**NOTE 1B – FLUX DE TRESORERIE DE LA CNAMTS VERS LE FCAATA**

*(en euros)*

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
JANVIER - Trésorerie pour 1er acompte	8 700 000	14 000 000
AVRIL - Trésorerie pour 2e acompte + Reversement à la CNAVTS	106 300 000	115 000 000
JUILLET - Trésorerie pour 3e acompte	14 500 000	10 000 000
OCTOBRE - Trésorerie pour 4e acompte	22 900 000	9 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>152 400 000</b>	<b>148 000 000</b>

**NOTE 2A - COMPTE DE LA CCMSA DANS LES ECRITURES DU FCAATA**

(en euros)

	2017	2016
<u>Contribution CCMSA</u>		
Arrêtés en attente	192 407	227 387
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>192 407</b>	<b>227 387</b>
Prestations CCMSA	140 560	166 775
Frais de gestion CCMSA	2 811	3 336
Cotisations AVV	27 825	31 546
Cotisations AGFF	4 351	5 035
Cotisations CRC/IREC	16 859	20 695
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>192 407</b>	<b>227 387</b>
<b>Résultat CCMSA</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**NOTE 2B – CREANCES ET DETTES DE LA CCMSA**

(en euros)

	2017	2016
<b>SOLDE AU 01/01</b>	<b>63 134</b>	<b>69 893</b>
Cotisations AGFF	4 351	5 035
Cotisations CRC/IREC	16 859	20 695
Versement de la CCMSA	0	-32 488
<b>SOLDE AU 31/12</b>	<b>84 344</b>	<b>63 134</b>

Le solde au 31/12/2017 de 84 344€ correspond aux années 2015, 2016 et 2017.

LES COMPTES ANNUELS  
L'ANNEXE COMPTABLE

**NOTE 3 - ACOSS / CONTRIBUTION DES ENTREPRISES**

(en euros)

ACOSS - Produits et charges	2017	2016	2015	2014	2013
<b>PRODUITS</b>	<b>115 209</b>	<b>20 122</b>	<b>-379 983</b>	<b>-180 734</b>	<b>798 760</b>
Constat Contribution ACOSS N	113 783	-21 772	-385 211	-241 201	776 188
Constat Majorations de retard N	1 416	9 997	5 228	60 467	22 572
Produits exceptionnels	10	31 897			
<b>REPRISES DEPRECIATIONS</b>	<b>92 071</b>	<b>216 300</b>	<b>363 219</b>	<b>2 039 364</b>	<b>1 706 448</b>
s/Reste à recouvrer sur contribution	92 071	101 929	361 003	231 969	145 519
s/dépréciations s/litiges cotis réglées	0	114 371	2 216	1 807 395	1 560 929
<b>S/TOTAL PRODUITS</b>	<b>207 280</b>	<b>236 422</b>	<b>-16 764</b>	<b>1 858 630</b>	<b>2 505 208</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 648</b>	<b>104 434</b>	<b>87 296</b>	<b>62 657</b>	<b>34 018</b>
Abandon de créances s/contribution	285	96 946	56 942	0	18 422
Abandon de créances s/majo. de retard	1 363	7 488	30 355	62 657	15 596
<b>DOTATIONS DEPRECIATIONS</b>	<b>850 569</b>	<b>0</b>	<b>128 427</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dotation dépréciations s/restes à recouvrer	850 569				0
Dotation dépréciations s/litiges cotis réglées	0	0	128 427		0
<b>S/TOTAL CHARGES</b>	<b>852 217</b>	<b>104 434</b>	<b>215 724</b>	<b>62 657</b>	<b>34 018</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-644 937</b>	<b>131 988</b>	<b>-232 488</b>	<b>1 795 973</b>	<b>2 471 190</b>

ACOSS - Restes à recouvrer et provisions	2017	2016	2015	2014	2013
Reste à recouvrer s/Contribution	1 322 945	1 328 242	1 441 632	1 913 753	2 250 651
Reste à recouvrer s/Majo. et pénalités	353 996	368 683	389 183	425 781	446 139
	<b>1 676 941</b>	<b>1 696 925</b>	<b>1 830 816</b>	<b>2 339 534</b>	<b>2 696 790</b>
Provisions pour dépréciations*	1 144 448	1 236 518	1 338 448	1 699 451	2 284 181
Prov. pour risque de litiges s/cotis réglées	960 056	109 488	223 858	97 647	1 905 042

\* en 2014, le montant des provisions pour dépréciations tient compte du report à nouveau 2013 modifié pour -352 761,37€

ACOSS - Encaissements	2017	2016	2015	2014	2013
Contribution FCAATA	118 795	-5 327	29 968	95 697	919 319
Majorations et pénalités	14 740	23 009	11 472	18 167	10 636
Produits exceptionnels	10	31 897			
	<b>133 545</b>	<b>49 579</b>	<b>41 439</b>	<b>113 864</b>	<b>929 955</b>
<b>Versements de l'ACOSS à la CDC</b>	<b>49 579</b>	<b>41 439</b>	<b>1 043 819</b>		
<b>Versements de la CDC à l'ACOSS</b>					
Ecart de l'année	83 967	8 139	-1 002 380	113 864	929 955
Ecart cumulés	133 545	49 579	41 439	1 043 819	
	à recevoir de l'ACOSS	à recevoir de l'ACOSS			

Pour rappel, la contribution des entreprises (instituée par l'article 47 de la loi n° 2004-1370) a été supprimée à compter du 1er janvier 2009 par l'article 101 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009. Toutefois, des écritures de régularisation continuent d'être enregistrées par l'ACOSS.

Précisions fournies par l'ACOSS

- Produits et encaissements

Les montants notifiés correspondent à une agrégation de montants positifs et négatifs. Les mouvements négatifs qui sont notifiés correspondent à des annulations de cotisations suite à des jugements du TASS ou à des remboursements effectués suite à analyse des dossiers des cotisants par les CARSAT. Ces réductions de produits de cotisations génèrent également des annulations de majorations de retard et/ou de pénalités.

Les mouvements positifs font suite à des encaissements intervenus dans le cadre du délai de paiement accordé par la Commission des Chefs Services Financier (CCSF). Cette commission accorde des délais de paiement aux entreprises affectées par la crise économique (dettes fiscales et sociales), elle peut aussi accorder des remises (ou des annulations) de majorations de retard, ce qui explique la présence de montant de charges au titre des majorations.

- Comptes de charges (admissions en non valeurs)

Conformément à l'article L243-3 du code de la Sécurité Sociale, l'admission en non-valeur des cotisations non prescrites de Sécurité Sociale, impôts et taxes affectés, en principal et accessoire, est prononcée par le conseil d'administration de l'organisme chargé du recouvrement.

Il s'agit d'une procédure ayant pour objet d'apurer les restes à recouvrer des organismes sans éteindre juridiquement la dette du débiteur, à l'encontre duquel le recouvrement pourra être repris en cas de retour à meilleure fortune. L'admission en non valeur peut être prononcée que dans des cas énumérés limitativement par un arrêté ministériel, la traduction comptable étant d'enregistrer une charge technique.

Les comptes de remises sur majorations de retard et les annulations de majorations de retard constituent des pertes sur créances irrécouvrables. Ces comptes sont mouvementés suite à des décisions de justice ou du CCSF (*cf. supra*).

Les mouvements relatifs à la contribution entreprise seront notifiés tant que son reste à recouvrer ne sera pas soldé et en l'état actuel des textes. Les régularisations comptabilisées dans les notifications font suite aux contestations qui sont encore relativement nombreuses et qui peuvent aboutir à des remboursements ou à des annulations.

LES COMPTES ANNUELS  
L'ANNEXE COMPTABLE

**COMPTE DE RESULTAT CDC**

(en euros)

Rubriques	2017	2016
Cotisations, impôts et produits affectés	17 529	34 794 135
Produits techniques		
Divers produits techniques	202 139 601	132 120 097
Reprises sur dépréciations techniques		
<b>PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE (I)</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 914 232</b>
Ventes et prestations de services		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et dépréciations, transfert de charges		
Autres produits		
<b>PRODUITS DE GESTION COURANTE (II)</b>		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (I+II)</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 914 232</b>
Prestations sociales		
Charges techniques	124 614 226	91 216 095
Diverses charges techniques	77 406 404	75 558 088
Dotation aux provisions techniques		
<b>CHARGES DE GESTION TECHNIQUE (III)</b>	<b>202 020 630</b>	<b>166 774 183</b>
Achats et charges externes	136 500	140 049
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges		
<b>CHARGES DE GESTION COURANTE (IV)</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (III+IV)</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 914 232</b>
<b>A - RESULTAT DE GESTION TECHNIQUE (I-III)</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
<b>B - RESULTAT DE GESTION COURANTE (II-IV)</b>	<b>-136 500</b>	<b>-140 049</b>
<b>C - RESULTAT D'EXPLOITATION (A+B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		4 314
<b>PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>0</b>	<b>4 314</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		2
<b>CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>D - RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>0</b>	<b>4 312</b>
<b>E - RESULTAT COURANT (C+D)</b>	<b>0</b>	<b>4 312</b>

LES COMPTES ANNUELS  
**L'ANNEXE COMPTABLE**

**COMPTE DE RESULTAT CDC**

(en euros)

Rubriques	2017	2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>		
<b>F - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		
Participation des salariés Impôts		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 918 546</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 914 234</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT) (E+F)</b>		<b>4 312</b>

LES COMPTES ANNUELS  
L'ANNEXE COMPTABLE

**COMPTE DE RESULTAT CDC DETAILLE**

(en euros)

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES	2017	2016
<b>CHARGES TECHNIQUES</b>	<b>124 614 226</b>	<b>91 216 095</b>
<b>Transferts divers entre organismes de Sécurité Sociale</b>	<b>124 614 226</b>	<b>91 216 095</b>
CNAV	124 614 226	109 978 193
CNAV exercice antérieur	0	-18 762 098
<b>DIVERSES CHARGES TECHNIQUES</b>	<b>77 406 404</b>	<b>75 558 088</b>
<b>Diverses charges techniques</b>	<b>77 406 404</b>	<b>75 558 088</b>
Cotisations IREC	48 784 618	49 610 969
Cotisations AGFF	10 897 226	12 865 857
Cotisations IRCANTEC	14 172	-68 888
Cotisations CAPIMMEC	17 710 389	13 150 150
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>136 500</b>	<b>140 049</b>
Frais administratifs CDC	136 500	140 000
Autres frais de gestion	0	49
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Charges nettes sur cession valeurs mobilières</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Charges nettes sur cession de SICAV	0	2
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 914 234</b>

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS	2017	2016
<b>COTISATIONS IMPOTS ET PRODUITS AFFECTES</b>	<b>17 529</b>	<b>34 794 135</b>
<b>Impôts et taxes affectées</b>	<b>17 529</b>	<b>34 794 135</b>
Taxes sur les tabacs encaissées	17 529	35 625 134
Taxes sur les tabacs - Contrepass Produits à recevoir N - 1	0	-8 977 529
Taxes sur les tabacs - Produits à recevoir	0	8 146 531
<b>DIVERS PRODUITS TECHNIQUES</b>	<b>202 139 601</b>	<b>132 120 097</b>
<b>Divers produits techniques</b>	<b>202 139 601</b>	<b>132 120 097</b>
Versements reçus de la CNAMTS	152 400 000	148 000 000
Produits perçus d'avance du FCAATA	49 739 601	-15 879 903
<b>PRODUITS NETS S/CESSIONS DE VMP</b>	<b>0</b>	<b>4 314</b>
<b>Revenus des valeurs mobilières</b>	<b>0</b>	<b>4 314</b>
Plus-values sur cessions de Fonds communs de placement	0	4 314
<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS</b>	<b>202 157 130</b>	<b>166 918 546</b>

### **ANNEXE AU COMPTE DE RESULTAT CDC**

Le compte de résultat CDC retrace uniquement les opérations effectuées par la CDC au titre de l'amiante. Le montant du résultat correspond exclusivement au résultat financier de l'exercice qui reste acquis au fonds, selon les termes de l'article 5 de la Convention du 7 juillet 1999.

### **FAITS CARACTERISTIQUES**

L'article 34-I-2°-b de la loi n°2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 modifie l'article L.131-8,7°g du code la sécurité sociale, en supprimant l'affectation au financement du FCAATA de la quote-part de 0,31% des droits de consommation sur les tabacs.

### **CHARGES**

#### Charges techniques

Le montant de 124 614 226 € correspond à la dépense engagée par la CNAVTS au titre de la retraite anticipée amiante pour l'exercice 2017 (dispositif mis en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011).

Le montant de la facture 2016 de 91 M€ a été reversé sur le compte de la CNAVTS en date du 18 avril 2017.

#### Diverses charges techniques

La Caisse des dépôts et consignations assure uniquement le paiement des cotisations aux organismes de retraite complémentaire : IREC, CAPIMMEC, AGFF et IRCANTEC.

Ces paiements sont effectués sous forme de 4 acomptes (15 janvier, 15 avril, 15 juillet et 15 octobre) calculés sur les cotisations prévisionnelles de l'exercice en cours. La régularisation du solde est effectuée le 15 avril N+1 en même temps que celle du premier acompte.

Malgré une baisse du nombre d'allocataires, le montant global des cotisations de retraite complémentaire au titre de l'exercice 2017 enregistre une augmentation de l'ordre de 2,4 % par rapport à 2016 (77 406 404 € en 2017 contre 75 558 088 € en 2016), due à des régularisations de cotisations d'un montant de 9 M€ au titre des exercices 2015 et 2016.

#### Achats et charges externes

Le montant de la facture des frais administratifs remboursables à la CDC au titre de l'exercice 2017 s'élève à 140 000 €, diminuée de 3 500 € de régularisation sur exercice antérieur.



## **PRODUITS**

### Cotisations, impôts et produits affectés

Les taxes sur les tabacs comptabilisées en 2017 par le FCAATA s'élèvent à 17 529 €, ce montant correspond à des régularisations de versement de 2011 et 2012.

### Divers produits techniques

Le montant versé par la CNAMTS à la CDC pour couvrir les besoins de trésorerie du FCAATA au cours de l'exercice s'élève à 152 400 000 €.

De ce fait, le montant pour atteindre l'équilibre du compte CDC (hors résultat financier) correspond à un produit à recevoir d'un montant de 49 739 601 €.

## **RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier 2017 est nul.

LES COMPTES ANNUELS  
**L'ANNEXE COMPTABLE**

**DROITS SUR LES TABACS REVERSES AU FCAATA**

(en euros)

MOIS	MONTANTS
JANVIER FEVRIER MARS	2 988 048,15 2 486 625,98 2 671 856,50
<b>TOTAL 1ER TRIMESTRE</b>	<b>8 146 530,63</b>
AVRIL MAI JUIN	17 529,00
<b>TOTAL 2ème TRIMESTRE</b>	<b>17 529,00</b>
JUILLET AOÛT SEPTEMBRE	
<b>TOTAL 3ème TRIMESTRE</b>	<b>0,00</b>
OCTOBRE NOVEMBRE DECEMBRE	
<b>TOTAL 4ème TRIMESTRE</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL ENCAISSE EN 2016</b>	<b>8 164 059,63</b>
Annulation Produits à recevoir - 2016	-8 146 530,63
PRODUITS A RECEVOIR - 2017	0,00
<b>TOTAL TAXES</b>	<b>17 529,00</b>

## L'AUDIT DES COMPTES

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

**FCAATA**  
*Exercice clos le*  
*31 décembre 2017*

### **Attestation des commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations relative au FCAATA au 31 décembre 2017.**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations (« la Société ») et en réponse à votre demande, nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le document, joint à la présente attestation (« le Document ») et établi dans le cadre de l'arrêté des comptes du FCAATA du 31 décembre 2017 dont vous assurez la gestion et pour les besoins des autorités de tutelles du fonds.

Ces informations sont issues de la comptabilité du FCAATA et ont été établies sous la responsabilité de la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Notre mission de révision de ces données financières n'a pas pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes du FCAATA dans leur ensemble mais porte sur des éléments spécifiques de ces comptes.

Nos diligences ont été effectuées conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et ont consisté à s'assurer que conformément aux conventions de gestion, les comptes du FCAATA tenus par la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts et Consignations retracent correctement les opérations du Fonds à partir des informations transmises par la CNAMTS, la CCMSA et l'ACOSS et des sommes qui ont été encaissées.

Compte tenu des conditions de fonctionnement spécifique du FCAATA et des rôles impartis à chacun des intervenants (CNAMTS – CCMSA – ACOSS), nous n'avons pas mené de vérification sur la réalité et l'exhaustivité des montants pris en compte et sur le respect de la séparation des exercices.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les enregistrements comptables effectués par la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts et Consignations à partir des informations transmises par la CNAMTS, la CCMSA, l'ACOSS et des sommes qui ont été encaissées.

En aucun cas PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars ne pourront être tenus responsables d'aucun dommage, perte, coût ou dépense résultant d'un comportement dolosif ou d'une fraude commise par les administrateurs, les dirigeants ou les employés de la Société.

# LES COMPTES ANNUELS

**FCAATA**  
Exercice clos le  
31 décembre 2017

Cette attestation est régie par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou de la présente attestation, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Fait à Courbevoie et à Neuilly-sur-Seine, le 11 juin 2018

Les commissaires aux comptes

**PRICEWATERHOUSECOOPERS**  
**AUDIT**

Cyrille Dietz

**MAZARS**

Pascal Parant

Sébastien Arnault



## **Liste des membres du conseil de surveillance du FCAATA**

Renouvellement des membres en décembre 2011

### **Personnalités qualifiées :**

Mme Rolande Ruellan, Présidente

M. Patrick Hamon

M. François Martin

### **Représentants de l'Etat**

Un représentant du ministre chargé de la sécurité sociale

Un représentant du ministre chargé du budget

Un représentant du ministre chargé du travail

Un représentant du ministre chargé de l'agriculture

### **Représentants des organisations siégeant à la commission des AT/MP**

M. Franck Gambelli, titulaire, Mme Nathalie Buet, suppléante, représentant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;

M. Pierre Thillaud, titulaire, Mme Anne Heger, suppléante, représentant la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CPME) ;

M. Daniel Boguet, titulaire, Mme Agnès Hautin, suppléante, représentant l'Union professionnelle et artisanale (U2P) ;

M. Bernard Leclerc, titulaire, M. Didier Payen, suppléant, représentant la Confédération générale du travail (CGT) ;

M. Yannick Cimetière, titulaire, M. Jean Paoli, suppléant, représentant la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO) ;

M. Nicolas Lestrat, titulaire, M. André Leray, suppléant, représentant la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

M. David Boisson, titulaire, M. Jean-François Angeniard suppléant, représentant la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

M. Christian Expert, titulaire, M. Louis Persico, suppléant, représentant la Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC).



**Représentants de la CNAMTS**

M. Laurent Bailly,risques professionnels, titulaire

Mme. GARIN Martine, risques professionnels, titulaire

Mme Peggy Baden,

**Représentants de la Mutualité Sociale Agricole**

Mme Ouedraogo Isabelle, titulaire

Mme Grallet Anne-Marie, titulaire

M. Moinard Philippe, suppléant

M. Caldayroux Robert, suppléant

M. Deffontaines Gaetan

---

---

ACAATA	:	Allocation de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante
ACOSS	:	Agence comptable des organismes de Sécurité Sociale.
AGFF	:	Association pour la gestion du fonds de financement de l'AGIRC et de l'ARRCO Assure le financement de la retraite à 60 ans Remplace l'ASF depuis le 01/04/2001
AGIRC	:	Association générale des institutions de retraite des cadres
ARRCO	:	Association des régimes de retraite complémentaire (des salariés non cadres)
AT/MP	:	Accident du travail / Maladie professionnelle.
CAPIMMEC	:	Caisse de prévoyance des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes
CARSAT	:	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail.
CCMSA	:	Caisse centrale de mutualité sociale agricole
CDC	:	Caisse des dépôts et consignations.
CNAMTS	:	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.
CNAVTS	:	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.
CRAM	:	Caisse régionale d'assurance maladie.
FCAATA	:	Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
FNAT	:	Fonds national des accidents du travail
IRCANTEC	:	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités.
IREC	:	Institution de retraite complémentaire par répartition (Institution ARRCO)





Une gestion Caisse des Dépôts

Rue du Vergne - 33059 Bordeaux Cedex

[retraitesolidarite.caissedesdepots.fr](http://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr)

Tél. : 05 56 11 41 23